

# ACTION URGENTE

## ISRAËL ET TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS. UN EMPLOYÉ D'UNE ONG PALESTINIENNE A ÉTÉ LIBÉRÉ

Le 17 juillet, **Abdul Razeq Farraj**, directeur des finances et de l'administration de l'Union des comités de travail agricole (*Union of Agricultural Work Committees, UAWC*), une ONG de développement basée à Ramallah, dans les territoires palestiniens occupés (TPO), a été libéré de la prison d'Ofer. Il était en détention administrative, sans inculpation ni jugement, depuis 14 mois.

Le 17 juillet, **Abdul Razeq Farraj**, employé d'une ONG palestinienne, a été libéré de la prison d'Ofer, près de la ville de Ramallah, dans les territoires palestiniens occupés (TPO), après avoir passé 442 jours en détention administrative sans inculpation ni jugement. Selon Addameer, une ONG de défense des droits des prisonniers palestiniens, dont un avocat a assuré la défense d'Abdul Razeq Farraj, sa libération a eu lieu après qu'un juge israélien a statué que son ordre de détention administrative ne serait plus renouvelé. Il est maintenant rentré chez lui, auprès des siens, à Ramallah.

Abdul Razeq Farraj a été arrêté par des soldats israéliens le 21 mai 2017 vers 3 heures du matin à son domicile, à Ramallah, dans les TPO. Dans le courant de la journée, le commandant militaire de la Cisjordanie a émis contre lui un ordre de détention administrative d'une durée de quatre mois, sans qu'Abdul Razeq Farraj ait été interrogé auparavant. Cet ordre devait expirer le 20 septembre, mais il a été renouvelé à trois reprises.

Père de deux enfants, Abdul Razeq Farraj est titulaire d'une licence d'économie et d'un diplôme de gestion de l'Université de Bir Zeit, près de Ramallah. Il est directeur des finances et de l'administration de l'Union des comités de travail agricole (UAWC), une ONG de développement basée à Ramallah, pour laquelle il travaille depuis plus de 30 ans.

Abdul Razeq Farraj a passé plus de 10 années de sa vie en détention administrative, soit un total de 123 mois (plus précisément, 3 743 jours) en détention sans inculpation ni jugement. De plus, il a purgé une peine de six ans d'emprisonnement dans une prison israélienne, après avoir été déclaré coupable d'entretenir des liens avec le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP, un parti politique de gauche doté d'une branche armée, interdit par Israël).

Après sa libération, Abdul Razeq Farraj s'est entretenu avec Amnesty International et a adressé un message de remerciements à toutes les personnes qui se sont mobilisées en sa faveur : *« Je tiens à vous exprimer ma profonde gratitude, pour votre soutien constant au peuple palestinien et à l'UAWC. Je vous remercie tout particulièrement pour le soutien et la solidarité que vous m'avez témoignés durant les 14 derniers mois que j'ai passés en détention administrative. Ce soutien confirme que les prisonniers politiques palestiniens ont de vrais amis et sympathisants dans le monde entier. »*

Abdul Razeq Farraj a ajouté qu'il avait repris le travail à l'UAWC et qu'il continuerait à lutter pour les droits des prisonniers et des détenus palestiniens.

*« La politique de détention administrative pratiquée par Israël bafoue le droit international. Actuellement, environ 500 Palestiniens, dont trois femmes, sont en détention administrative, sans inculpation ni procès équitable. En février 2018, des détenus administratifs ont lancé un boycott, toujours en cours, des tribunaux militaires israéliens pour demander la fin de la détention administrative. Ce boycott doit être soutenu par toutes les organisations de défense des droits humains, car c'est le seul moyen de faire pression sur Israël pour que cesse le recours à cette détention arbitraire. »*

**Merci à toutes les personnes qui ont envoyé des appels. Aucune action complémentaire n'est requise de la part du réseau Actions urgentes.**

Ceci est la deuxième mise à jour de l'AU 72/18. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde15/8209/2018/fr/>

Nom : Abdul Razeq Farraj  
Homme

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



